

Les femmes ne sont pas des victimes mais sont lassées

L'écrivaine Tristane Banon, reconnue en 2011 victime d'agression sexuelle par le parquet de Paris, ne veut pas d'une « guerre des sexes, mais d'une paix des corps »

Par TRISTANE BANON

Pendant des jours, des semaines, on m'a demandé de parler de la révolution féministe que nous vivons. Pendant des jours, des semaines, je ne l'ai pas fait. Silencieuse, encore, sale arrière-goût du passé. J'avais une vie à vivre, j'avais payé ma part de ce combat-là. Pendant des jours, des semaines, j'ai pensé ça. J'avais une fille à élever, des défis à relever, des combats du quotidien à mener, comme chacun d'entre nous.

Une fille à élever... voilà la seule raison pour finalement parler complètement aujourd'hui. Parce que les enjeux de la période actuelle ne peuvent faire l'objet d'une question posée rapidement par un journaliste soucieux d'avoir une opinion de plus sur tout ça en une minute et quarante-deux secondes, en bout de course d'une interview littéraire. Je lis la presse et je ne m'y reconnais pas, ou si rarement. Je lis la presse et je comprends qu'on veut me faire choisir entre des féministes prétendument de mon temps, pour lesquelles l'homme est un prédateur en puissance et l'écriture inclusive un moyen de lutter contre ça ; et d'anciennes féministes, à qui je rends hommage pour leurs combats si importants, pour cette pilule et pour ce droit de vote, pour cette autonomie de la femme qu'elles confondent parfois avec le devoir qu'elle a à gérer seule le désir de l'homme et ses déviances.

Les 343 ont fait le monde d'aujourd'hui, qu'elles nous laissent désormais, femmes et hommes d'aujourd'hui, faire, ensemble, le monde de demain, celui de nos enfants à tous, celui de ma fille. Parce que ce nouveau combat nous concerne tous, femmes et hommes, que le monde change et que l'on n'a jamais vu un monde faire sa révolution à la force d'un seul sexe. Les femmes

sont aujourd'hui 52 % sur Terre, un peu plus que les hommes, il va falloir faire avec, ou plutôt ne plus faire sans.

Comme souvent lors des révolutions, des gens se battent et se déchirent. Les médias veulent du sang et des larmes là où la femme de la rue veut un monde nouveau, juste ça : un monde nouveau. Un monde qui gardera les acquis de l'ancien, de Simone de Beauvoir et de Françoise Sagan, de Gisèle Halimi, de Brigitte Bardot et même de Catherine Deneuve, en mieux... leur en déplaît, parfois.

Doit-on, au prétexte que nos mères ont traversé leur vie courageusement, repoussant mille mains passées sous leurs jupes, pleurant seule mille moments gênants passés dans les bureaux d'un patron persuadé qu'une bonne pipe fait une bonne employée, vivant mille malaises quand un sexe (miséreux peut-être, je ne suis pas apte à juger de la solitude d'un sexe) venait se frotter contre elles, vivant leurs agressions, leurs humiliations, leurs stupéfactions avec bravoure comme autant de preuves de leur puissance acquise à la force d'un poignet capable de déterrer des pavés au besoin ; doit-on, pour toutes ces raisons-là, continuer sur cette voie ?

Je ne veux pas d'une guerre des sexes, je veux une paix des corps. Car la guerre des sexes, Messieurs, cela fait des centaines d'années qu'elle se joue, et des centaines d'années que la femme la perd... Je ne vous en souhaite pas tant, elle n'est pas drôle à vivre et j'aime trop l'homme pour lui vouloir tant de mal. Je veux le partage du pouvoir, je veux la continuité des choses, je veux qu'après le droit à l'avortement et au chèque, la femme obtienne le droit à la liberté. La liberté de ne pas avoir à gérer le désir des hommes, comme l'a écrit avec une infinie justesse Leïla Slimani.

MISÉREUX SEXUEL OU NON

Depuis des générations, il est admis que la femme doit gérer le désir qu'elle fait naître dans le pantalon de l'homme, depuis des années on fait de cet homme un être soumis à ses pulsions bestiales et de la femme la provocatrice seule responsable des déviances qu'elle provoque. On me parle de cette femme que le mouvement actuel victimiserait, mais c'est plutôt l'homme que l'on victimise, expliquant à qui veut l'entendre que, quand il se sent provoqué, rien

ne saurait l'arrêter, pas même son faible cerveau soumis à ses pulsions incontrôlables. Bizarre comme, parmi les hommes que je croise chaque jour, de ces hommes merveilleux qui ne sentent pas le porc, aucun ne m'a dit: «*J'ai sauté sur une fille sans le vouloir dans la rue, j'ai lutté de toutes mes forces mais, comprends-tu, elle portait une minijupe, mon caleçon a vaincu ma raison!*» Blague.

Les femmes ne demandent pas le droit à être des victimes en demandant le droit à vivre sans se soucier de ce que la vue de leur nuque provoquera dans le caleçon de ceux qu'elle croisera. Ma fille a 2 ans, pourquoi dois-je me préparer à lui apprendre que c'est à elle de ne pas mettre du rouge à lèvres trop rouge, des décolletés trop profonds ni des jupes trop courtes sous peine de devenir responsable si un homme, miséreux sexuel ou non, vient se frotter contre elle dans le métro?

Je ne veux pas de l'écriture inclusive, je ne veux pas interdire la lecture de *La Belle au bois dormant* à l'école, pas non plus voir disparaître *Le Rouge et le Noir* des bibliothèques ou la littérature de Sade; pour autant le monde change, et j'aime à imaginer que l'homme et la femme auront, demain, le même droit à vivre librement. Je ne veux pas que l'on traite des hommes mal élevés, voire très mal élevés, de «*porcs*», la romancière que je suis vit mal cette métaphore animale. Je dissocie volontairement les actes odieux et inhumains qui tombent sous le coup de la loi car ça n'était pas eux que le célèbre hashtag pointait. Je ne veux pas que l'on «*balance*» qui que ce soit, ni que l'on fasse d'Internet le tribunal populaire qui fait et défait les vies sans autre forme de procès, je me souviens trop bien comment, en d'autres temps pas si lointains, ce même tribunal a su me condamner à la place des juges. Je préfère aux analogies fermières, celles et ceux qui ont dit haut et fort «*#metoo*»! La parole des femmes s'est libérée et, quels

que soient les termes plus ou moins judiciaires employés, il faut savoir s'en réjouir.

Je refuse de penser que les hommes sont des êtres à ce point sous-équipés mentalement qu'ils ne sauraient pas draguer de façon courtoise et agréable. Je ne veux pas d'un monde où les femmes mettraient, dans la rue, la main au panier des hommes «*trop moulés*» dans leur jean comme une revanche ou un moyen de leur montrer ce dont on parle, mais j'invite néanmoins prestement chacun à y songer quand il lui vient l'envie de dire «*ça n'est pas si grave!*»

Les femmes ne sont pas des victimes, elles se remettent le plus souvent de tout, des sexes qu'elles verront parfois, trop souvent dans leur vie, sans l'avoir demandé, de ceux qui les traiteront de salopes dans la rue car leur jupe est trop courte, du job qu'elles n'auront pas eu faute d'avoir couché, de celui qu'elles auront eu et de ce collègue qui leur mettra la main aux fesses trois fois par jour... Les femmes ne sont pas des victimes, pas des traumatisées non plus, elles sont lassées. Nous nous remettons de tout, pas sûr que les hommes en supporteraient autant!

Je ne suis pas une féministe d'hier, pas non plus une adepte de l'écriture inclusive, je ne suis pas une victime... je ne suis plus une victime car, effectivement, on se remet de tout, même d'avoir été moi. Mais octroyons-nous collectivement le droit de ne pas souhaiter ce quotidien à nos filles. La révolution est en marche, rien ne doit l'arrêter. ■

[La plainte pour tentative de viol en 2003 déposée par Tristane Banon contre Dominique Strauss-Kahn a été classée sans suite en 2011 pour motif de prescription, selon le parquet de Paris, qui estime toutefois qu'il y avait bien eu agression sexuelle.]



Tristane Banon est écrivaine et auteure de «*Prendre un papa par la main*», Ed. Robert Laffont, 2018, 234 p., 19 €

« Notre livre raconte deux siècles de sexisme en politique »

Mathilde Larrère et Aude Lorriaux, l'une historienne, l'autre journaliste, viennent de publier « Des intrus en politique ». Plus d'une trentaine de responsables y témoignent du climat qui prévaut au sein d'un univers encore très masculin

ENTRETIEN

Historienne des mouvements révolutionnaires, Mathilde Larrère est maîtresse de conférences à l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée, chroniqueuse sur les sites *Arrêt sur images* et *Mediapart*. Journaliste, Aude Lorriaux est spécialiste de l'étude des discriminations et du féminisme. Toutes deux viennent de publier *Des intrus en politique. Femmes et minorités: dominations et résistances*. Les auteurs ont recueilli la plupart de leurs entretiens entre janvier et juillet 2017, avant la vague #metoo.

Vous soulignez dans votre ouvrage que les comportements sexistes qui y sont décrits sont ancrés de longue date dans les esprits...

Mathilde Larrère Lorsque le roi et l'Église ont fait alliance pour lutter, le premier contre l'aristocratie, la seconde contre le protestantisme, les femmes ont perdu le pouvoir qu'elles détenaient dans les familles nobles. Mais c'est lors de la Révolution française, au moment où se démocratise la politique, que la volonté d'en éloigner les femmes, appuyée sur un discours antiféministe, est présente. Elles sont exclues du droit de vote, sans réel débat, puis privées du droit d'association par le décret Amar d'octobre 1793. Il s'agissait alors d'éliminer des clubs de femmes très « à gauche », très radicaux. C'est à ce moment qu'ont été fixés les arguments de l'antiféminisme politique.

Aude Lorriaux Les termes choisis alors et qui sont devenus emblématiques, comme « droits de l'homme » – au lieu de « droits humains » – ou « fraternité », ne sont pas anodins. L'exclusion des femmes s'est traduite et produite aussi par les mots. Des femmes, on a dit dès lors qu'elles étaient « dominées par la na-

ture », ce qui les rendait impropres à la culture, et donc à la sphère politique. On a décrété qu'elles étaient trop émotives, qu'elles étaient belles et (dangereusement) séductrices. On évoquait leurs règles. Pour, au final, réduire leur fonction au « bonheur du foyer », où elles furent confinées... notamment par peur qu'elles se masculinisent.

M. L. Tous ces prétendus arguments sont restés figés, pour être réactivés périodiquement. Notre livre raconte deux siècles de sexisme en politique. A chaque fois qu'une femme politique nous a décrit, lors de notre enquête, une situation de sexisme à laquelle elle avait été confrontée, cela m'a fait immédiatement penser à une scène similaire de la Révolution, de 1830 ou de 1848...

que vous avez interrogées se sentent victimes ?

A. L. Il existe plusieurs types d'attaques. La première consiste à sexualiser les femmes pour les réduire à leur corps. Les « animaliser » – ce dont a notamment été victime Christiane Taubira, et qui est typique du racisme – en est une autre.

M. L. Le corps, le sexe... Tout cela revient à « naturaliser » les femmes, notamment celles qui sont racialisées (réduites à une « race » par le regard d'autrui), pour les exclure de la sphère politique, qui appartient au registre de la culture. Notons que les classes populaires sont victimes du même type d'attaques. Lorsque des ouvriers manifestent, ou font grève, on parle de « grogne »... comme s'il s'agissait de cochons !

A. L. L'invisibilisation – « On ne nous écoute pas », nous a-t-on dit fréquemment – et la cooptation sont également des armes sexistes. Renvoyer les femmes à leur présumée fragilité, guetter leurs larmes, leurs émotions, est une autre manifestation de sexisme. L'idée est qu'une femme ne peut pas « tenir le coup ». Les ramener à la fonction maternelle lorsqu'elles sont en politique permet de leur signifier soit qu'elles sont de « mauvaises mères », soient qu'elles feraient mieux d'être mères si elles ne le sont pas... Pour autant, certaines femmes politiques, comme Ségolène Royal, qui a insisté précisément – et fortement – sur sa qualité de mère, ont choisi de faire une force de ce qui est censé être une faiblesse. C'est ce qu'on appelle le retournement du stigmate.

Quelles sont les autres stratégies que vous avez pu observer chez les femmes politiques pour contrer ce sexisme ?

M. L. Il existe deux grandes cultures dans le féminisme : l'universaliste et la différentialiste, celle-ci consistant à mettre l'accent sur l'identité de genre. On trouve cette opposition dès

les suffragettes : les unes disaient qu'une femme devait pouvoir voter car c'était « un homme comme un autre » ; les autres affirmaient que le droit de vote permettrait aux femmes d'apporter une complémentarité en raison de leurs différences.

A. L. L'effacement est la stratégie inverse du retournement de stigmate. Elle consiste à effacer son genre – et/ou sa couleur de peau – pour mimer le modèle dominant, et donc les codes masculins, en particulier vestimentaires. Ainsi Michèle Alliot-Marie nous a-t-elle raconté avoir dû un jour faire le forçing pour entrer dans l'Hémicycle en pantalon... allant jusqu'à « menacer » l'huissier de le retirer s'il ne la laissait pas passer !

En dépit de la persistance de comportements sexistes,

dont votre livre témoigne, des progrès ont-ils été accomplis ? Que convient-il de faire, selon vous, pour tendre davantage vers l'égalité ?

A. L. Il est difficile de mesurer l'évolution du sexisme, mais on sait que les comportements d'invisibilisation et les remarques misogynes ont tendance à décroître après un certain temps, quand les femmes sont en plus grand nombre. Et, de ce point de vue, il y a eu des progrès significatifs, puisqu'en seulement quinze ans on est passé de 12% de femmes élues à l'Assemblée nationale à près de 39%. C'est une progression somme toute assez rapide au regard de siècles d'invisibilisation. Mais il reste encore beaucoup d'endroits où subsistent des inégalités criantes. Il n'y a que 13% de femmes maires, par exemple. Et seulement quatre femmes sur dix-huit présidents de région.

M. L. Il faut passer maintenant de la parité quantitative à la parité qualitative : être aussi nombreuses ne signifie pas avoir le même pouvoir. Il faut désormais travailler sur les hiérarchies internes de l'Assemblée, des conseils locaux, sur la distribution par trop genrée des délégations (les fonctions régaliennes aux hommes, les questions sociales et l'enfance aux femmes).

A. L. Déconstruire le sexisme commence dès l'école, en donnant la parole aux petites filles autant qu'aux petits garçons et en ne les enfermant pas dans des rôles passifs et actifs de « princesse » d'un côté et d'« astronaute » de l'autre. En politique, il y a beaucoup de chantiers, aussi bien au sein des institutions que des partis. Le Haut Conseil à l'égalité propose de remplacer les fonctions uniminales, comme la présidence de région ou le mandat de maire, par des binômes paritaires, comme aux élections départementales. L'Assemblée nationale pourrait renforcer le rôle du déontologue et de la référente harcèlement sexuel en

leur donnant des moyens d'enquête et de sanction, pour l'heure quasi inexistant. Au sein des partis, seul le Parti communiste a aujourd'hui dans ses statuts une condamnation du harcèlement sexuel, et en fait un motif d'exclusion.

M. L. Oui, la clé est là : éducation, formation, déconstruction des stéréotypes. Dès l'école, puis évidemment dans les partis, dans les journaux...

Les hommes prennent-ils en compte ces questions davantage qu'auparavant ? Leur comportement a-t-il évolué ? Quel est sur ce point le sentiment des femmes politiques que vous avez rencontrées ?

A. L. Peu de femmes que nous avons rencontrées se sont félicitées de l'évolution du comportement des hommes. Certaines ont mentionné leur conjoint, en soulignant qu'elles n'auraient pu sans eux suivre le parcours qu'elles ont eu. C'est le cas de Valérie Pécresse ou de Clémentine Autain. Cette dernière a ajouté que, s'il y avait pléthore d'hommes politiques dont la campagne s'occupe de tout, les femmes politiques pouvaient, elles, s'estimer chanceuses quand elles avaient un compagnon qui faisait la moitié du boulot.

M. L. Difficile de savoir si « les » hommes ont changé. Il y a des différences entre les générations. Convaincue qu'elle était déjà bien bonne de laisser une place à « la petite », fût-ce un strapontin, l'ancienne génération pouvait être pétrie d'un sexisme latent, peu interrogé, celui des compliments lourdauds et déplaçés, des allusions grivoises.

Les plus jeunes ont été mieux formés, ils savent très bien ce qu'est le sexisme, ils s'autocontrôlent davantage. Mais ça ne les empêche pas de parfois l'activer, quand il s'agit de déstabiliser, de marquer son territoire, d'arracher une place. Ils maîtrisent l'outil et en usent. Ils s'en prennent aux « féministes à qui on ne peut rien dire ». Ce sont aussi ces générations qui, du fait de la parité, ont vu leur possibilité de carrière politique se réduire presque de moitié. Ils ne l'ont pas tous digéré.

A. L. Ce sexisme stratégique manié par une partie des jeunes générations d'hommes politiques est illustré par l'exemple du député *[Les Républicains]* du Vaucluse Julien Aubert, qui a répété plusieurs fois « madame le président » à l'endroit de la socialiste Sandrine Mazetier, alors présidente de séance à l'Assemblée nationale, à la fois pour la déstabiliser et pour asseoir son idéologie de séparation des genres.

M. L. En d'autres termes, les manifestations de sexisme sont moins nombreuses, moins décomplexées, mais peut-être plus stratégiques. Mais, pour finir sur une note

positive, certains ont aussi pris la mesure du problème et rejoignent les femmes dans leur lutte contre le sexisme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

« On est tellement habituées à ne pas réagir »

« **LES FEMMES SONT VICTIMES de sexisme avant même d'ouvrir la bouche. Pour moi, c'est ça la chose la plus choquante. On est tellement habituées à ne pas réagir, à prendre sur nous... et on oublie.** » Cécile Duflot a été renvoyée à son corps « très explicitement femme », comme elle le dit, « avec des fesses, des seins » qui se voient. Mais elle n'est pas la seule. Quasiment toutes les femmes politiques que nous avons interviewées ont subi de telles mésaventures avec des adversaires politiques. C'est le délégué national à l'instruction publique de Debout la France, Jean-Paul Brighelli, qui, au lieu de critiquer la ministre de l'éducation natio-

nale directement sur sa politique, s'en prend à son rouge à lèvres, ses pendentifs et son débardeur en dentelle, dont il dit qu'ils jouent le rôle d'« écran de fumée ». C'est l'ex-ministre PS de la santé, Marisol Touraine, qu'un député UMP, Arnaud Robinet, compare à une « maladie sexuellement transmissible ». C'est le maire du Plessis-Robinson, ex-député UMP, Philippe

Pemezec, qui lance à la cantonade, au moment où la maire de Paris inaugure le chantier du Grand Paris : « Qu'est-ce qu'ils ont tous à se précipiter autour d'elle, tous ces mecs ? Ils sont comme Untel, à vouloir se faire tailler des pipes par Hidalgo ? » C'est l'ex-ministre PS Ségolène Royal qui pose une question au gouverne-

ment, quand un député UMP lui lance « A poil », selon l'ex-ministre UMP Roselyne Bachelot. C'est encore Michèle Alliot-Marie (LR), en pleine campagne pour la présidence du Rassemblement pour la République (RPR), en 1999, qui raconte avoir mis la main sur un fax d'un autre ex-ministre, portant ces mots : « Le RPR ne peut être présidé par quelqu'un en tailleur Chanel. » Quand on renvoie une femme à son corps, c'est pour mieux souligner qu'elle n'est qu'un corps. La critique des compétences de l'intéressée n'est jamais bien loin. ■

Extrait de « Des intrus en politique. Femmes et minorités : dominations et résistances ».

Ces femmes qui bravent l'entre-soi

Le livre

Qui s'est invité dans un groupe, chez quelqu'un, sans avoir qualité pour y être admis, pour y être invité : tels sont les « intrus », nous dit le Larousse. Des importuns qui s'introduisent illégalement là où on ne les a pas conviés. L'espace politique, où l'on traite des affaires publiques, qui concernent l'ensemble des citoyens, devrait tous les accueillir – ou les représenter, « sans distinction d'origine, de race ou de religion », selon les termes qui figurent à l'article 1^{er} de la Constitution. Or ils sont légion, ces « intrus en politique », auxquels l'historienne Mathilde Larrère et la journaliste Aude Lorriaux ont consacré, et sans doute implicitement dédié, cet ouvrage.

Ils sont légion. « Ils »... A commencer par « elles », les femmes, longtemps exclues de la sphère publique, qui – pour celles qui sont parvenues tant bien que mal à s'y faire une place – partagent avec d'autres groupes discriminés (en raison de la couleur de leur peau, de leurs origines sociales, de leurs orientations sexuelles) le sentiment d'être entrées par effraction dans cet « aréopage d'hommes blancs » et fortunés, qui le leur font bien comprendre.

Ce livre, fruit d'une longue enquête et d'analyses fouillées, vaut d'abord pour les témoignages de femmes et de membres de ces minorités que les auteures – « autrices », préféreraient-elles qu'on les appelle – ont recueillis, au fil de plus d'une trentaine d'entretiens avec des responsables politiques de tous bords, parmi lesquels les anciennes ministres Najat Vallaud-Belkacem, Laurence Rossignol et Cécile Duflot.

RETOURNEMENT DU STIGMATE

Les unes et les autres disent, chacune avec ses mots, les « stigmates » dont elles font encore et toujours l'objet au sein d'un monde politique « hérité de décennies d'entre-soi ». Parmi les différentes stratégies qu'elles présentent et analysent, les auteures n'omettent pas de décrire celles qui ont consisté, avec plus ou moins de succès, à jouer sur ces différences pour retourner l'obstacle en avantage.

Autre vertu de cet ouvrage : une analyse sur le temps long, qui permet de mieux comprendre à quel point ces (mauvaises) habitudes ont été ancrées dans les esprits. « Femmes imprudentes, qui voulez devenir hommes, que vous faut-il de plus ? », interroge le député Pierre-Gaspard Chaumette à la Commune de Paris, le 27 brumaire de l'an II (17 novembre 1793), avant de livrer une réponse sans ambiguïté : « Restez ce que vous êtes, et loin de nous envier les périls d'une vie orageuse, contentez-vous de nous les faire oublier au sein de nos familles. »

Deux cent vingt ans plus tard, en octobre 2013, la députée EELV Véronique Massonneau a dû faire face à des cris de poule dans l'hémicycle, alors qu'elle défendait un amendement contre la loi sur les retraites. Le livre s'achève sur des notes positives et optimistes, en évoquant les progrès accomplis. Mais la route de l'égalité sera encore longue. ■

J.-B. DEM.